

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : **14672 C**

Inscrit le 11 mars 2002

AUDIENCE PUBLIQUE DU JEUDI 4 JUILLET 2002

**Requête d'appel de
... .. et
contre le ministre des Finances
en matière de promotion
(jugement entrepris du 27 février 2002)**

Vu la requête déposée le 11 mars 2002 par laquelle Maître Monique Watgen, avocat à la Cour, a relevé appel au nom de

... ..,
chef de bureau à la Direction de l'Administration des
Contributions directes,
demeurant à ... ,
et de
... ..,
contrôleur au bureau d'imposition ... auprès de
l'Administration des Contributions directes,
demeurant à ...

contre le ministre des Finances d'un jugement rendu le 27 février 2002 par le tribunal administratif dans la cause inscrite sous le numéro 13667 du rôle ;

vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour le 11 avril 2002 par le délégué du Gouvernement ;

vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour le 22 avril 2002 par Maître Monique Watgen ;

vu les pièces régulièrement versées et le jugement entrepris;

où le premier conseiller dans la lecture du rapport d'audience, Maître Monique Watgen et Monsieur le délégué du Gouvernement Gilles Roth en leurs plaidoiries.

Par requête déposée au greffe de la Cour le 11 mars 2002 et ont relevé appel d'un jugement du tribunal administratif du 27 février 2002 qui, après avoir retenu l'incompétence du tribunal à l'égard du recours en réformation, a déclaré non fondé le recours en annulation dirigé contre une décision du ministre des Finances du 23 mai 2001 refusant de faire droit à leur demande de se voir accorder une promotion au grade 11.

Le jugement dont appel, après avoir déclaré la décision litigieuse illégale en tant qu'elle est motivée par une décision du Gouvernement en conseil voulant qu'il devrait y avoir un délai d'attente d'une année entre deux promotions, a reconnu la décision valablement justifiée en ce qu'elle est motivée sur un défaut d'expérience professionnelle des requérants.

Les appelants concluent à la réformation du jugement et à l'annulation de la décision ministérielle. Ils soutiennent remplir les conditions pour revendiquer la promotion litigieuse et que les arguments y opposés par le ministre ne constituent pas des motifs légaux suffisants pour refuser la mesure sollicitée.

Les appelants critiquent encore le jugement dont appel en ce qu'il se serait livré à un examen et une appréciation des faits de la cause qui « s'accommoderait très mal avec un recours tablant sur un contrôle de la légalité d'une décision administrative ».

Par mémoire du 11 avril 2002, le délégué du Gouvernement conclut à la confirmation du jugement entrepris.

Dans leur mémoire en réplique du 22 avril 2002, les appelants reprennent leurs moyens et prennent attitude quant au mémoire en réponse, soutenant notamment avoir justifié de la qualification professionnelle que peut attendre l'autorité de nomination pour accorder une promotion au cadre fermé.

Considérant que l'appel est régulier quant à la forme et aux délais ;

Qu'il est partant recevable ;

Considérant que le jugement dont appel est critiqué en ce que ce serait à tort qu'il n'a pas prononcé l'annulation de la décision du ministre des Finances qui a refusé de finaliser la demande des appelants, fonctionnaires à l'administration des Contributions classés au grade 10, tendant à obtenir une promotion au grade 11, premier grade du cadre fermé ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier que les appelants, ayant parcouru les différents grades du cadre ouvert et suffi aux exigences de la loi quant aux années de carrière passées dans les grades du cadre ouvert et aux

certificats de la formation continue, ont présenté, le 25 avril 2001 pour et le 25 avril 2001 pour une demande tendant à une promotion vers le grade 11 ;

Considérant que la décision litigieuse du 23 mai 2001 qui a refusé les promotions sollicitées est motivée par les trois considérations que le Gouvernement en conseil aurait retenu qu'il ne saurait y avoir deux promotions dans un intervalle inférieur à une année, que de l'existence de postes vacants dans un grade supérieur d'une carrière ne saurait s'induire l'obligation de procéder à des promotions et qu'en l'occurrence il y aurait absence de l'expérience nécessaire pour accéder à un grade supérieur vu le peu de temps que les intéressés auraient passé dans le grade d'où la promotion devrait se faire, les intéressés ayant été nommés au grade 10 le 5 février 2001 pour et le 9 février 2001 pour ;

Considérant que c'est pour de justes motifs que la Cour adopte que le jugement dont appel a retenu que la décision du ministre manque de base légale en ce qu'elle repose sur la décision du Gouvernement en conseil voulant qu'il doive y avoir un délai d'une année au moins entre deux promotions d'un fonctionnaire ;

Considérant que le jugement dont appel a encore retenu que « si l'autorité de nomination désire ne pas retenir la candidature d'un fonctionnaire remplissant toutes les conditions légales pour bénéficier d'une promotion, son pouvoir de décision afférent n'est pas soustrait à tout contrôle juridictionnel dans ce sens que sous peine de consacrer un pouvoir arbitraire, le juge administratif, saisi d'un recours en annulation, doit se livrer à l'examen de l'existence et de l'exactitude des faits matériels qui sont à la base de la décision attaquée, et vérifier si les motifs dûment établis sont de nature à motiver légalement la décision attaquée. » ;

Que les premiers juges ont estimé « qu'en l'espèce, le ministre a motivé son refus de nomination non seulement en se référant à la décision du gouvernement en conseil litigieuse, mais en soulignant, de manière concrète, *"l'absence d'expérience nécessaire dans le chef des requérants pour accéder à un grade hiérarchiquement supérieur avant un an depuis leur dernière promotion."*, cette motivation étant basée sur un critère objectif, à savoir la durée de l'occupation du fonctionnaire dans son ancienne fonction, circonstance non contestée en l'espèce, et étant de nature à motiver légalement la décision attaquée, en ce que le manque d'expérience dû à la durée trop courte d'occupation dans la fonction que l'agent désire quitter constitue un motif légitime de refus de sa promotion » ;

Considérant que c'est à tort que les appelants critiquent cette dernière partie du jugement dont appel alors que la démarche des premiers juges dépasserait le pouvoir de la juridiction administrative dans le cadre d'un recours en annulation alors que, loin de substituer leur appréciation à celle de la décision litigieuse, ils se sont bornés à procéder à l'examen de l'existence et de l'exactitude des faits matériels gisant à la base de la décision attaquée et à

vérifier si les motifs invoqués sont de nature à pouvoir motiver légalement cette décision ;

Considérant que le jugement est encore à confirmer en ce qu'il a retenu que le ministre a pu considérer l'absence d'expérience qui se dégage d'un temps jugé insuffisamment long passé dans un grade comme constituant un défaut de qualité professionnelle au sens de l'article 5 alinéa 2 de la loi modifiée du 14 avril 1979 fixant le statut générale des fonctionnaires de l'Etat, texte dont les conditions doivent être reconnues exister cumulativement avec celles de la législation spécifiques applicables à l'administration des Contributions telles que découlant de la loi du 17 avril 1964 et de son règlement d'exécution du 25 avril 1995 ;

Considérant que cette appréciation ne saurait être infléchie par le moyen qu'en raison de vacances de postes dans les grades supérieurs, l'autorité de nomination serait obligée de procéder, en présence de demandes afférentes, à des promotions ;

Considérant en effet qu'aucun texte n'impose cette façon de voir, que contrairement à celles du cadre ouvert, les promotions du cadre fermé ne sont pas automatiques et que par ailleurs la thèse des appelants est implicitement contredite par le dernier alinéa du numéro 1 de l'article 5 de la loi précitée du 16 avril 1979 qui, en portant que « en cas de vacance dans un grade, les effectifs prévus pour les grades inférieurs peuvent être augmentés à concurrence du nombre de ces vacances », a nécessairement envisagé de possibles vacances de postes dans un grade du cadre fermé sans pour autant imposer de les combler par des nominations ;

Considérant qu'il y a lieu à confirmation du jugement dont appel.

**Par ces motifs
et ceux non contraires des premiers juges,**

La Cour,

statuant à l'égard de toutes les parties, sur le rapport de son premier conseiller,
reçoit l'appel en la forme ;

le déclare non fondé et en déboute ;

confirme le jugement du 27 février 2002 ;

met les frais de l'instance d'appel à charge des appelants.

Ainsi jugé par

Georges Kill, président
Jean-Mathias Goerens, premier conseiller
Marc Feyereisen, conseiller, rapporteur

et lu par le président Georges Kill en audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour.

le greffier en chef

le président